

ASS/GF/ST/MG

2023-145

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 2023

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 2 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avait donné mandat :

Mme Sabrina FITO à Mme Christine BÉNET, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Rémi PÉNAVAIRE à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Françoise BAROUSSE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20231110-2023-145-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2023

Publication : 16/11/2023

Pour le Maire



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 27 septembre à 18h le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des Fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de Monsieur FORCADA, Maire.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Françoise BAROUSSE à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Dominique JOLIS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 juin 2023
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal
3. Désignation de représentants de la commune auprès du Centre de Gestion de l'Aude

Finances

4. Décision modificative n° 1 – Budget principal
5. Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024
6. Convention relative à la contribution de la commune aux charges de l'école Sainte-Thérèse – Annexe

Ressources humaines

7. Convention descendante de mise à disposition d'un agent coordonnateur de santé dans le cadre du contrat local de santé entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières – Annexe
8. Convention descendante de mise à disposition d'un agent du pôle de la commande publique entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières – Annexe

Gestion du domaine foncier communal

9. Cession à titre gratuit d'un terrain communal à la CCRLCM pour l'établissement d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire – Annexe
10. Cession de la résidence « Les Aubépines » – Annexe
11. Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée E 2012 Rue de la plaine – Annexe
12. Désaffectation d'une portion de parcelle communale AW 116 p1 (parking et voirie) – Annexe
13. Déclassement du domaine public d'une portion de parcelle communale AW 116 p1 (parking et voirie) – Annexe
14. Cession d'une partie de terrain communal à la société ELIDIS – AW 116 p1 – Annexe
15. Convention de mise à disposition temporaire de terrains communaux au profit du tennis-club de Lézignan-Corbières – Annexe

Aménagement du territoire

16. Signature d'un contrat « Bourg-centre » avec la région Occitanie, le PNR « Corbières Fenouillèdes » et la CCRLCM

Gestion des services publics

17. Rapport sur le prix et la qualité du service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2022 – Annexe
18. Rapports annuels des délégataires du service public de l'Eau potable (VÉOLIA) et de l'Assainissement (SAUR) pour l'exercice 2022 – Annexes

Économie et commerce de proximité

19. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AOÛT 2023

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2023-44	11/08/2023	Détermination de nom et de numérotage d'une voie privée. Décision de consulter les deux propriétaires des parcelles AY70 et AY178 pour qu'ils proposent un ou deux noms pour cette voie.
2023-045	11/08/2023	Convention de mise à disposition à titre gracieux au profit des Restos du cœur de Lézignan-Corbières, du local communal cadastré sous le numéro 414 de la section AH et situé 15 rue Necker, qui prendra effet à compter de sa date de signature, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique.
2023-046	24/08/2023	Mise à disposition de locaux communaux au profit de l'Inspection académique de l'Aude de locaux situés 1 rue Victor Duruy. Signature du renouvellement du bail pour une durée de trois, six ou neuf ans à partir du 1 ^{er} septembre 2023.

2023-46	01/09/2023	Convention d'honoraires avec Me Jean-Marc FÉVRIER sis 76 avenue du Général de Gaulle à Narbonne, afin d'obtenir une analyse juridique d'une situation impliquant potentiellement la responsabilité de la commune. Honoraires de 345 euros HT (414 euros TTC) pour la production d'un document représentant 1,5 heures de travail sur un dossier concernant l'inondabilité du terrain d'un habitant de Lézignan-Corbières.
---------	------------	---

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 3 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION DE L'AUDE

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2022-088 du 28 juin 2022 ;

La présente délibération annule et remplace la délibération n° 2022-088 du 28 juin 2022

Créés par la loi 84-53 du 26 janvier 1984, les Centres de gestion de la fonction publique territoriale (CDGFPT) sont des Etablissements Publics Administratifs qui visent à favoriser une application uniforme du statut de la fonction publique territoriale. Ils sont chargés de certaines missions en matière de recrutement et de gestion du personnel territorial. Ils organisent également les concours d'accès à la fonction publique territoriale et proposent des services aux collectivités territoriales.

L'article 15 de la loi du 26 janvier 1984 a fixé l'obligation d'affiliation à un centre de gestion pour les communes et leurs établissements publics employant moins de 350 fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet.

Considérant qu'il est nécessaire de désigner de nouveaux représentants de la commune auprès du CDGFPT de l'Aude afin d'assurer la bonne administration des affaires de la commune, il convient de procéder à une élection au scrutin majoritaire public – sauf décision unanime contraire de l'assemblée délibérante.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le CGCT et notamment son article L. 2313-1,

Vu la délibération n° 2023-053 du 12 avril 2023 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2023,
La décision modificative n°2 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à
+158 300,00 € :

BUDGET PRINCIPAL	DEPENSES (€)	RECETTES (€)
FONCTIONNEMENT	156 200,00	156 200,00
INVESTISSEMENT	2 100,00	2 100,00
TOTAL	158 300,00	158 300,00

Dont écritures réelles	DEPENSES (€)	RECETTES (€)
FONCTIONNEMENT	156 200,00	156 200,00
INVESTISSEMENT	1 000,00	1 000,00
TOTAL	157 200,00	157 200,00

Dont écritures d'ordre	DEPENSES (€)	RECETTES (€)
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	1 100,00	1 100,00
TOTAL	1 100,00	1 100,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **+158 300,00 €**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
021	6251		RESS		011	1 000,00	5 000,00	6 000,00	Ajustements de crédits / voyage et déplacement
020	6226		RESS		011	20 000,00	10 000,00	30 000,00	Ajustements de crédits / honoraire divers
020	6227		RESS		011	13 000,00	5 000,00	18 000,00	Ajustements de crédits / honoraire divers - protection fonctionnelle
020	6231		STA		011	5 000,00	-5 000,00	0,00	Réajustement de crédits
020	6216		RESS		012	0,00	5 000,00	5 000,00	Ajustements de crédits / M.A.D. - CCRLCM marché public
813	61551		CTM	VEH	011	2 600,00	7 400,00	10 000,00	Ajustements de crédits / réparation balayeuse
90	61551		AERO	VEH	011	400,00	6 000,00	6 400,00	Ajustements de crédits / réparation tracteur-tondeuse
810	61551		CTM	VEH	011	16 850,00	2 600,00	19 450,00	Ajustements de crédits / réparation autres véhicules
020	611		STA		011	17 000,00	15 000,00	32 000,00	Ajustements de crédits / assist. logiciel de stock / service tech.
810	6135		CTM	VEH	011	30 000,00	10 000,00	40 000,00	Ajustements de crédits / location véhicules
810	60632		CTM		011	8 000,00	10 000,00	18 000,00	Ajustements de crédits / acquisition petits équipements serv. Tech.
020	60632		RESS		011	7 900,00	10 000,00	17 900,00	Ajustements de crédits / acquisition petits équipements serv. Adm.
413	60688		CTM		011	2 000,00	10 000,00	12 000,00	Ajustements de crédits / acquisition fournitures diverses piscine
810	60688		CTM	STOCK	011	12 000,00	5 000,00	17 000,00	Ajustements de crédits / acquisition fournitures diverses
822	615231		CTM		011	56 000,00	25 000,00	81 000,00	Ajustements de crédits / entretien de voiries
810	615221		STA	ATEL	011	2 000,00	-2 000,00	0,00	Réajustement de crédits
112	6156		POL	CAM	011	2 500,00	2 000,00	4 500,00	Ajustements de crédits / maintenance caméras
823	6156		CTM		011	5 200,00	10 000,00	15 200,00	Ajustements de crédits / maintenance aires de jeux
020	6188		RESS		011	6 000,59	4 000,00	10 000,59	Ajustements de crédits / autres frais divers
815	6247		SCOL	NAV	011	94 500,00	15 500,00	110 000,00	Ajustements de crédits / navettes scolaires
020	6261		RESS		011	19 890,00	1 500,00	21 390,00	Ajustements de crédits / affranchissement courriers
01	7391172		RESS		014	9 800,00	1 200,00	11 000,00	Ajustements de crédits / atténuation de charges THLV
01	678		RESS		67	1 000,00	3 000,00	4 000,00	Ajustements de crédits / remboursement SARVI

								TOTAL	156 200,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
01	7815		RESS		78	0,00	40 000,00	40 000,00	Reprise sur amort. et provisions
01	7817		RESS		78	0,00	20 000,00	20 000,00	Reprise sur provisions / dépréciation actifs circulants
01	7788		RESS		77	75 000,00	96 200,00	171 200,00	Réajustement de crédits / produits photovoltaïques
								TOTAL	156 200,00
DEPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
01	10226		RESS		10	3 000,00	47 000,00	50 000,00	Reversement TA des ZAE transférées à la CCRLCM
026	2188	211	STA	CIM	21	25 000,00	-6 000,00	19 000,00	Réajustement de crédits
822	2152	246	CTM		21	60 990,15	4 000,00	64 990,15	Réajustement de crédits / signalétiques
112	2183	261	POL	CAM	21	9 500,00	10 300,00	19 800,00	Réajustement de crédits / logiciel serveur CSU - caméras
112	2051	261	POL	CAM	20	0,00	10 200,00	10 200,00	Réajustement de crédits / changement serveur CSU - caméras
112	2188	261	POL	CAM	21	500,00	4 500,00	5 000,00	Réajustement de crédits / remplacement - caméras
212	21312	234	STA	MIST	21	302 568,50	60 000,00	362 568,50	Réajustement de crédits / travaux école mistral
413	21318	223	STA		21	555 000,00	-75 000,00	480 000,00	Réajustement de crédits
810	2031	252	STA		21	309 947,20	-70 000,00	239 947,20	Réajustement de crédits
810	21318	254	STA		21	90 462,64	41 000,00	131 462,64	Réajustement de crédits
72	20422	257	SG		204	37 303,50	10 000,00	47 303,50	Crédits supplémentaires / opération façades
822	2151	255	STA		21	594 816,08	-35 000,00	559 816,08	Réajustement de crédits
01	2111		RESS		041	0,00	1 100,00	1 100,00	Réajustement de crédits / opération d'ordre sur acquisition Bernou
								TOTAL	2 100,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
01	1328		RESS		041	0,00	1 100,00	1 100,00	Réajustement de crédits / opération d'ordre sur acquisition Bernou
01	165		RESS		16	0,00	1 000,00	1 000,00	Ouverture de crédits / encaissement dépôt et cautionnement
								TOTAL	2 100,00

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 2 du Budget principal pour l'exercice 2023 s'établissant globalement à + **158 300,00 €** jointe en annexe de la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1^{er} JANVIER 2024

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Juridictions Financières,
Vu l'article 60 de la Loi de finances n°63-156 du 23 février 1963,
Vu l'article 242 de la Loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente du secteur public local. Instauré le 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Cette nomenclature M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon l'instruction budgétaire et comptable M14 soit, pour la ville de Lézignan-Corbières, son budget principal. Les budgets annexes (Eau Potable et Assainissement) ne sont pas concernés par l'adoption du référentiel M57 et conservent leur propre nomenclature (M49).

Une généralisation de cette nomenclature M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024. Il est à noter que l'organisme « satellite » de la commune qu'est le CCAS appliquera également le référentiel M57 à la même date.

Compte tenu de la taille de la Commune de Lézignan-Corbières (sup. à 3 500 hab.), le référentiel adopté sera le référentiel M57 dans sa version développée. Cela signifie que cette modification de nomenclature comptable entraînera automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée puisqu'elle appartiendra à une autre nomenclature comptable.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

1/ D'autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget principal de la Ville de Lézignan-Corbières, avec un passage au référentiel M57 développé au 1^{er} janvier 2024 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 du budget principal.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES ET ÉDUCATION

RAPPORTEUR : DOMINIQUE JOLIS-PAILHIEZ

OBJET : CONVENTION RELATIVE À LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNE
AUX CHARGES DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE – ANNEXE

Vu l'article L. 442-5 du Code de l'éducation,

Vu l'article R. 442-44 du Code de l'éducation,

Vu la circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012,

L'école privée maternelle et primaire Sainte-Thérèse, sous contrat d'association avec l'Etat, est implantée à Lézignan-Corbières.

Conformément à la législation en vigueur et notamment la circulaire ministérielle n° 2012-05 du 15 février 2012, la commune doit apporter son soutien financier à l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) Sainte-Thérèse, association Loi 1901 responsable de la gestion économique, financière et sociale de l'école Sainte-Thérèse.

En effet, l'article R. 442-44 du Code de l'éducation dispose : « En ce qui concerne les classes élémentaires et préélémentaires, les communes de résidence sont tenues de prendre en charge, pour les élèves domiciliés sur leur territoire et dans les mêmes conditions que pour les classes correspondantes de l'enseignement public, les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'Etat ».

Un forfait de 470,00 € par élève dont les parents résident à Lézignan-Corbières est versé actuellement tous les ans, sur production de la liste nominative des élèves avec l'adresse de leur domicile. Il est à souligner que le montant du forfait par élève n'a pas été revalorisé depuis plus de dix ans.

Les services administratifs ont calculé – à l'appui du compte administratif du budget principal 2022 – le coût de revient d'un élève en écoles maternelle et primaire, sur la base des dépenses obligatoires de fonctionnement et de personnel affectées aux écoles sur le temps scolaire.

Il est à noter que jusqu'à présent, le forfait versé ne faisait pas de distinction entre le coût d'un élève scolarisé en école maternelle et en école primaire, alors que le montant du premier est supérieur, compte tenu du fait que le personnel mis à disposition est plus important.

Les coûts annuels calculés sont les suivants :

Pour un élève de maternelle : 953,78 €

Pour un élève de primaire : 491,52 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ De prendre acte des coûts annuels suivants :

Pour un élève de maternelle : 953,78 €

Pour un élève de primaire : 491,52 €

2/ D'autoriser M. le Maire à conclure et signer avec l'OGEC Sainte-Thérèse la convention annexée à la présente, étant entendu que les coûts précédemment indiqués seront ceux utilisés pour déterminer la contribution financière de la commune aux charges de l'école Ste-Thérèse, et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNÉT

OBJET : CONVENTION DESCENDANTE DE MISE À DISPOSITION D'UN AGENT COORDONNATEUR DE SANTÉ DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL DE SANTÉ ENTRE LA CCRLCM ET LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES – ANNEXE

Vu les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Contrat Local de Santé ;

Dans le cadre du Contrat local de santé (CLS) signé entre l'Agence Régionale de Santé et la CCRLCM, la signature d'une convention entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières est proposée. Le CLS a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales en agissant sur les facteurs déterminants de santé : les transports, le logement, l'urbanisme, la petite enfance, les loisirs...

Il est projeté la mise à disposition d'un agent coordonnateur de santé à la commune de Lézignan-Corbières par la CCRLCM dans la mesure où cette mise à disposition permet une bonne organisation des services. Cette mise à disposition faciliterait la bonne organisation des services eu égard à la réalisation du CLS.

Ainsi, l'objet de la convention proposée est de permettre à cet agent d'œuvrer au sein de la commune de Lézignan-Corbières pour accomplir les missions suivantes :

- Mise en œuvre d'actions pour la prévention et la promotion de la santé sur le territoire communal
- Animation du CLS pour le compte de la commune

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver** la convention annexée à la présente ;
- 2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que toute mesure nécessaire à la réalisation de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION DESCENDANTE DE MISE À DISPOSITION D'UN AGENT DU PÔLE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ENTRE LA CCRLCM ET LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES – ANNEXE

Vu les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° ... du Conseil communautaire de la CCRLCM en date du 20 septembre 2023 ;

Il est projeté la mise à disposition d'un agent du pôle de la commande publique de la CCRLCM au profit de la commune de Lézignan-Corbières.

En effet, dans l'attente de la prise de poste de l'agent en charge de la gestion des marchés publics qui sera effective le 2 novembre 2023, il est nécessaire de faire appel à une personne du pôle de la commande publique de la CCRLCM.

L'objet de la convention proposée en annexe est de permettre à cet agent d'œuvrer au sein de la commune de Lézignan-Corbières pour accomplir la mission principale de « gestion des marchés publics » à partir de la date de signature de la convention annexée et jusqu'au 10 novembre 2023.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver** la convention annexée à la présente ;
- 2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CESSIION À TITRE GRATUIT D'UN TERRAIN COMMUNAL À LA CCRLCM POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE – ANNEXE

Vu l'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

La Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières et Minervois (CCRLCM) a fait part à la commune de Lézignan-Corbières de son souhait de pouvoir disposer de la parcelle cadastrée AL 779 afin d'y établir une Maison de Santé Interdisciplinaire.

L'article L. 3112-1 du CGPPP prévoit la possibilité pour les personnes publiques de céder à l'amiable les biens relevant de leur domaine public lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert.

Afin de mener à bien l'exercice de la compétence santé qui relève de la CCRLCM, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette cession à l'amiable à titre gratuit.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la cession à titre gratuit de la parcelle AL 779 à la CCRLCM.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 10 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CESSIION DE LA RÉSIDENCE « LES AUBÉPINES » - ANNEXE

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales selon lequel le Conseil municipal règle par délibération les affaires de la commune ;

Vu l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui détermine les conditions dans lesquelles le Conseil municipal se prononce sur les opérations immobilières effectuées par la commune ;

Vu l'avis des Domaines en date du 8 août 2022, dont la validité a été prorogée de douze mois à partir du 31 août 2023 ;

Vu la lettre de la direction de « Habitat Audois » adressée au services municipaux indiquant les ressources et les dépenses liées à la gestion de la résidence « Les Aubépines » ;

En mai 1995, la commune de Lézignan-Corbières a donné à bail à construction pour une durée de 30 ans, la parcelle cadastrée section AL N° 225 d'une contenance de 4 103 m² à la Société d'Economie Mixte Immobilière de Construction de l'Aude (SEMICA) dont le siège social était implanté 7, boulevard Camille Pelletan à Carcassonne.

En plus d'un loyer annuel non révisable de 3 600 francs, charge a été donnée au preneur de construire 7 logements de type T4 et 8 logements de type T3 avec garage, voies de circulation, clôtures et autres aménagements.

Moyennant la perception des loyers des logements, le preneur devait assumer, pendant toute la durée du bail, l'ensemble des dépenses inhérentes au propriétaire.

En janvier 1998, la SEMICA a cédé tous les droits résultant du bail à construction à l'Office Public d'HLM de l'Aude devenu HABITAT AUDIOIS dont le siège social est implanté 1, place Saint Etienne à Carcassonne.

Par un courrier du 18 avril 2023, HABITAT AUDIOIS a proposé d'acquérir dès à présent les 15 logements et garages au prix de 800 000 €, conformément à l'estimation des Domaines faite dans l'avis rendu le 8 août 2022.

Il est précisé que les parties communes resteront la propriété de la commune qui en assumera l'entretien après cession des immeubles.

Considérant le fait que la gestion actuelle des 15 logements est assurée par le bailleur social HABITAT AUDIOIS ;

Considérant la proposition d'achat d'HABITAT AUDIOIS correspondant à l'estimation des Domaines ;

Il est proposé au conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer l'acte authentique de cession à HABITAT AUDIOIS de l'ensemble immobilier constitué des 15 logements avec garages, bâti sur la parcelle section AL N° 225 au prix de 800 000 € (huit cent mille euros) ;

- Signer le nouveau découpage cadastral qui sera établi par un géomètre expert nommé par le preneur afin de détacher les logements des espaces communs extérieurs.

2/ De mettre à la charge de l'acquéreur les frais de mutation et de division cadastrales, étant précisé que les diagnostics avant-ventes restent à la charge de la commune.

3/ De Dire que la transaction avec HABITAT AUDIOIS devra être réalisée dans un délai de 12 mois à compter de la publication de la présente délibération, délai au-delà duquel celle-ci sera considérée comme caduque.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS SUR LA PARCELLE CADASTREE E 2012 RUE DE LA PLAINE – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS projette de mettre en place deux câbles souterrains cheminant sous la parcelle cadastrée section E 2012 dont la commune est propriétaire, et alimentée via une remontée aéro-souterraine sur un support en béton déjà existant sur cette parcelle.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ENEDIS à réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 12 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉSAFFECTATION D'UNE PORTION DE PARCELLE COMMUNALE AW116 p1 (PARKING ET VOIRIE) – ANNEXE

Vu les articles L. 1321-1 à L. 1321-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article L. 3111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° ... du 20 septembre 2023 du Conseil communautaire de la CCRLCM ;

Vu le plan de division de la parcelle cadastrée section AW 116 joint en annexe ;

La société ÉLIDIS souhaite acquérir une partie de la parcelle cadastrée AW 116 telle qu'elle apparaît sur le document annexé.

Cette partie de la parcelle AW 116, propriété de la commune de Lézignan-Corbières, a fait l'objet jusqu'à présent d'une gestion de la part de la CCRLCM dans le cadre de la compétence transférée au titre des Zones d'Activités Économiques (ZAE).

En effet, selon l'article L. 1321-2 du CGCT « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ». Ainsi, et conformément à l'article L. 1321-2 du CGCT, la CCRLCM, bénéficiaire de la mise à disposition de ce terrain, a assumé l'ensemble des obligations du propriétaire et a possédé tous les pouvoirs de gestion.

Néanmoins, l'article L. 1321-3 du CGCT dispose que les biens mis à disposition de plein droit cessent de l'être lorsqu'ils ne sont plus affectés à l'exercice de la compétence transférée. Dans ce cas, la collectivité d'origine recouvre la pleine et entière propriété de ces biens.

Or, par la délibération n° ... du 20 septembre 2023, et afin de faciliter la procédure de cession de la parcelle par la commune à la société ÉLIDIS, la CCRLCM a approuvé la désaffectation de la partie du terrain AW116 (portion voirie et parking) dans la mesure où cette portion de terrain n'est plus essentielle au transfert de compétence ZAE. Cette délibération communautaire implique le retour complet dans le patrimoine foncier communal de cette portion de terrain. Par conséquent, la commune de Lézignan-Corbières récupère la gestion de cette fraction de parcelle, laquelle relève de son domaine public routier.

Ainsi, et afin de pouvoir procéder à la cession de la parcelle concernée au profit de la société ÉLIDIS, il est nécessaire dans un premier temps, que le Conseil municipal constate la désaffectation de cette portion de la parcelle AW116 p1, consistant en une zone de parking et de voirie.

Il est ainsi proposé au conseil municipal :

1/ D'entériner le retour d'une portion de la parcelle AW 116, zone parking et voirie, dans le domaine public routier communal, à la suite de la délibération du 20 septembre 2023 du Conseil communautaire de la CCRLCM.

2/ De constater que l'utilisation qui en est faite actuellement implique que cette portion de parcelle ne relève plus du domaine public routier de la commune.

3/ De procéder à la désaffectation de la parcelle AW116 p1, zone parking et voirie.

4/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 13 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC D'UNE PORTION DE PARCELLE COMMUNALE AW 116 p1 (PARKING ET VOIRIE) – ANNEXE

Vu l'article L. 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n° 2023-... du Conseil municipal en date du 27 septembre 2023 portant désaffectation de la parcelle AW 116 p1 (Portion parking et voirie) ;

Vu le plan de division de la parcelle AW 116 ;

Afin de pouvoir procéder à la cession d'une portion de la parcelle AW 116 p1 correspondant à la zone parking et voirie, il est nécessaire de procéder à son déclassement.

Selon l'article L. 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques : « Un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L.1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

La parcelle AW 116 p1, dans sa portion voirie et parking, ayant été désaffectée du domaine public communal par la délibération précédente, il y a lieu de prononcer son déclassement du domaine public, et de la réintégrer dans le domaine privé de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De prononcer le déclassement de la parcelle AW 116 p1, dans sa portion parking et voirie, telle qu'elle apparaît sur le plan annexé à la présente, et de la réintégrer dans le domaine privé communal.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CESSION D'UNE PARTIE DE TERRAIN COMMUNAL À LA SOCIÉTÉ ÉLIDIS – AW 116 p1 – ANNEXE

Vu l'article L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les délibérations n° 2023-... et 2023-... du Conseil municipal en date du 27 septembre 2023 procédant à la désaffectation et au déclassement de la parcelle AW 116 p1 portion parking et voirie ;

Vu l'avis des Domaines en date du 4 septembre 2023 ;

Les sociétés ELIDIS et SOPRODIS dont le siège, le site de production et l'unité de stockage sont implantés sur une unité foncière de la Zone d'Activités Economiques RD 6113 (parcelles cadastrées section AW N° 89, 90, 93, 96, 98 et 115) ont fait connaître leur besoin d'extension de leur site lézignanais pour répondre à leurs perspectives de croissance. Elles ont pour cela fait part aux services municipaux de leur souhait d'acquérir une partie de la parcelle AW 116, constituée de la portion « voirie et parking », et de la portion « espaces verts » tel qu'indiqué sur le plan annexé.

À cette fin, une procédure de Déclaration Préalable de division en vue de construire a déjà fait l'objet d'une décision de non-opposition. D'autre part, le service des Domaines a été consulté et a estimé la valeur de cette portion de terrain à 50.000 euros (cinquante mille euros).

Les portions de la parcelle AW 116 concernées font partie du domaine privé de la commune puisque :

- la portion espaces verts de la parcelle AW 116 p1 n'était pas affectée à la compétence ZAE de la CCRLCM ou à une autre mission de service public.
- la portion parking et voirie de la parcelle AW 116 p1 a été désaffectée et déclassée du domaine public.

Ainsi, afin de procéder à la cession de cette partie de terrain communal, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la cession à la société ÉLIDIS d'une parcelle d'environ 1 686 m², détachée de la parcelle cadastrée AW 116, au prix de 30 euros par m² soit au prix total de 50 580,00 euros.

2/ D'autoriser M. le Maire à saisir un géomètre expert afin de procéder au plan de bornage du terrain.

3/ De préciser que les frais de mutation liés à cette cession seront à la charge de l'acquéreur.

4/ D'autoriser M. le Maire à signer l'acte de vente et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 15 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DE TERRAINS COMMUNAUX AU PROFIT DU TENNIS CLUB DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES – ANNEXE

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 2122-1 à 2122-4 et R. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Le tennis-club de Lézignan-Corbières a formulé auprès de la municipalité, en date du 28 août 2023, la demande de pouvoir utiliser les terrains communaux cadastrés section AP numéro 11 tels que décrits sur le plan annexé au projet de convention, afin de pouvoir utiliser le complexe sportif qui y est établi. Les activités sportives développées par le tennis-club de Lézignan, association sportive à but non lucratif, sont de nature à permettre aux citoyens de Lézignan et leurs visiteurs de pratiquer le tennis et le padel.

Considérant le fait que ces activités relèvent de l'intérêt général, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de mise à disposition des terrains municipaux annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 16 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : SIGNATURE D'UN CONTRAT « BOURG-CENTRE » AVEC LA RÉGION OCCITANIE, LE PNR « CORBIÈRES FENOUILLEDES » ET LA CCRLCM.

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu les délibérations N°CP/2016-DEC/11.20 et N°CP/2017-MAI/11.11 de la Commission Permanente du 16 décembre 2016 et du 19 mai 2017 du Conseil régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, relatives à la mise en œuvre de la politique régionale pour le développement et la valorisation des territoires

Vu la délibération N°2020/AP-NOV/03 de l'Assemblée Plénière du Conseil régional du 19 novembre 2020, relative au Plan de Transformation et de Développement -Green New Deal-

Vu la délibération N°2021/AP-MARS/14, de l'Assemblée Plénière du Conseil régional Occitanie du 25 mars 2021 relative à la mise en œuvre de la deuxième génération des Contrats Territoriaux Occitanie et des pour la période 2021-2022 / 2027

Vu la délibération N°2021/AP-MARS/14, de l'Assemblée Plénière du Conseil régional Occitanie du 25 Mars 2021 du Conseil Régional Occitanie, relative à l'articulation et à la complémentarité avec le programme « Petites Villes de Demain » initié par l'Etat

Vu la délibération N° 2021/AP-DEC/07 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 16 décembre 2021, relative aux orientations et principes pour la nouvelle génération de politique contractuelle territoriale Occitanie 2022-2028

Vu la Délibération N°AP/2022-06/10 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 30 juin 2022 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat-Région Occitanie (CPER) 2021-2027 et en particulier son Volet territorial

Vu la délibération N° AP/2022-06/08 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie du 30 juin 2022 relative à l'adoption du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (Sraddet) - Occitanie 2040

Vu la délibération n° CP/2023-07/12.05 de la Commission Permanente du 07 juillet 2023 du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, approuvant le Contrat Territorial Occitanie du PNR Corbières Fenouillèdes (interdépartemental 11-66),

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCRLCM,

Vu la délibération du PNR Corbières-Fenouillèdes,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de l'Aude,
Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée approuvant le Contrat Cadre Bourg Centre Occitanie / Pyrénées Méditerranée de Lézignan-Corbières

La politique contractuelle territoriale conduite actuellement par la Région Occitanie a pour objectif d'accompagner chaque territoire au regard de sa spécificité, afin que chacun d'eux participe aux dynamiques régionales et s'inscrive dans la mise en œuvre des transitions et de la transformation de notre modèle de développement, des dynamiques impulsées par le PACTE VERT.

Dès 2017, dans le cadre de la nouvelle politique régionale territoriale d'Occitanie, la Région a voulu porter une attention particulière aux petites villes et bourgs-centres dans les zones rurales ou péri-urbaines qui jouent un rôle essentiel de centralité et d'attractivité au sein de leur bassin de vie et constituent des points d'ancrage pour le rééquilibrage territorial. En effet, ces dernières doivent pouvoir offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des populations existantes et nouvelles dans les domaines des services aux publics, de la création d'emplois, de l'habitat, de la petite enfance, de la santé, de l'accès aux commerces, des équipements culturels, sportifs, de loisirs...

C'est ainsi que près de 450 contrats Bourgs-Centres Occitanie ont été conclus entre 2018 et 2021.

Sur la base de l'expérience acquise lors de la première génération des Contrats Territoriaux Occitanie et Contrat Bourgs-Centres Occitanie, lors de ses Assemblées Plénières des 25 mars et 16 décembre 2021, la Région a adopté les principes d'une politique territoriale 2022-2028 visant à impulser et accélérer l'engagement des territoires vers une région plus inclusive et à énergie positive et répondre ainsi aux enjeux prioritaires identifiés par le PACTE VERT Occitanie, fondement des politiques publiques régionales, qui repose sur trois piliers :

- La promotion d'un nouveau modèle de développement, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, conciliant excellence et soutenabilité ;
- Le rééquilibrage territorial ;
- L'adaptation et la résilience face aux impacts du changement climatique.

En cohérence avec les priorités d'aménagement portées dans le projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires - SRADDET Occitanie 2040 et les mesures de transformation définies par le PACTE VERT, la Région souhaite mettre en œuvre une nouvelle génération de la politique contractuelle territoriale qui a vocation à traduire, au niveau de chaque Territoire de Projet, une ambition collective, celle de faire évoluer notre société vers un modèle plus juste et plus durable.

Dans ce nouveau cadre, la dynamique des Contrats Bourgs-Centres est poursuivie et approfondie pour la période 2022-2028.

Le partenariat qui a été mis en place lors de la précédente génération de Contrats Bourgs-Centres Occitanie, notamment avec les services de l'Etat, l'Etablissement Public Foncier Occitanie, les CAUE d'Occitanie et tout autre partenaire souhaitant s'associer à la démarche, sera poursuivi et renforcé.

Le présent Contrat Bourg Centre Occitanie proposé à l'approbation du Conseil municipal de Lézignan-Corbières a pour but d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, la Communauté de Communes Région Lézignanais Corbières et Minervois (CCRLCM), le PNR Corbières-Fenouillèdes, animateur du CTO et la commune de Lézignan-Corbières

Il permet d'organiser dans le cas d'une communauté de communes entre l'ensemble des communes Bourgs-Centres mitoyennes (contrats existants ou à venir) la mutualisation des fonctions de centralité et d'attractivité au profit du bassin de vie.

Il a également pour objectifs d'agir pour soutenir les fonctions de centralité et l'attractivité de la commune de Lézignan-Corbières, ainsi que la qualité du cadre de vie des habitants, notamment dans les domaines suivants :

- La structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité.

- L'amélioration des conditions d'accès à la santé publique pour tous.
- Le développement de l'économie et de l'emploi.
- La qualification du cadre de vie : qualification des espaces publics et de l'habitat.
- La valorisation des spécificités locales : patrimoine naturel /architectural /culturel.

Le présent contrat a in fine pour vocation à s'inscrire en complémentarité avec le programme « Petites Villes de Demain » initié par l'Etat mais aussi de s'inscrire en cohérence avec le Contrat Territorial Occitanie de Corbières-Salanque, Fenouillèdes, Minervois dont il est un sous-ensemble. Par ailleurs, lorsqu'ils concernent des communes Bourgs Centres mitoyennes, tous les contrats Bourgs-Centres doivent faire l'objet d'une démarche coordonnée, tant en termes de contractualisation (avenant ou nouveau contrat) que d'approche programmatique (programme pluriannuel du contrat « Bourg-Centre » et programme opérationnel annuel du Contrat Territorial Occitanie). Il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat « Bourg-centre » avec le Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, le Parc Naturel Régional Corbières Fenouillèdes et la CCRLCM.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 17 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2022 – ANNEXE

Vu les articles L. 1411-3, L. 1413-1, L. 2224-5 à L. 2224-8, R. 2222-1 et R. 2224-3, D. 2224-2 à D. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 131-9 du Code de l'environnement ;

Vu le RPQS établi pour l'exercice 2022 ci-annexé ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Vu l'avis de la Commission de contrôle financier des délégations de services publics ;

En vertu de l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), tout service en charge de tout ou partie des missions de l'eau potable ou de l'assainissement doit soumettre pour avis à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service (RPQS).

En effet, ce document a pour objectif de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Afin de répondre aux exigences de transparence envers les usagers, ce RPQS doit retracer les indicateurs techniques et financiers regroupés suivant les thèmes ci-dessous :

- Caractérisation technique du service
- Tarification de l'eau et recette du service
- Indicateur de performance
- Financement des investissements

- Action de solidarité et de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

La commune de Lézignan-Corbières étant une collectivité délégante sur son territoire pour l'eau potable (production et distribution) et l'assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement), un seul RPQS est présenté pour ces deux compétences conformément aux dispositions de l'article n° D. 2224-2 du CCGT.

Il est donc proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif pour l'exercice 2022 annexé à la présente.

2/ De mettre à la disposition du public ce rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement dans les conditions prévues par l'article L. 1411-13 du Code général des collectivités territoriales.

3/ D'autoriser sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article L. 131-9 du Code de l'environnement.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 18 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE (VEOLIA) ET DE L'ASSAINISSEMENT (SAUR) POUR L'EXERCICE 2022 – ANNEXES

Vu les articles L. 1411-13 et L. 1411-14 du CGCT ;

Vu les articles L. 3131-5 et R. 3131-2 et suivants du Code de la commande publique ;

Vu l'article 129 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les articles D. 2224-1 à D. 2224-5 du CGCT ;

Vu l'article 14 de la loi « Engagement et Proximité » n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu les rapports annuels 2022 des délégataires pour le service public d'eau potable (Véolia) et pour le service public d'assainissement (Saur) ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

L'article L. 1411-3 du CGCT prévoit que le délégataire d'un service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public ainsi qu'une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Considérant que ces rapports ont pour vocation d'apporter aux élus et aux administrés des informations utiles sur les services publics concernés ;

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

1/ Prendre acte de la présentation du Rapport Annuel du Délégué du service de l'eau, par le délégataire Véolia ainsi que du Rapport Annuel du service de l'assainissement par le Délégué Saur pour l'exercice 2022.

2/ Autoriser M. le Maire à signer et exécuter tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer la diffusion auprès des autorités compétentes et du public.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 19 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2023

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 8 septembre 2023 a donné un avis favorable aux dossiers suivants :

- Gaëtan GENTIL, gérant d'un magasin d'informatique situé 12, cours de la République.
- Thomas VIDAL et Marion CANCEL, gérants d'une laverie automatique située 42, avenue Wilson.
- Grégory MAZARD, gérant d'un magasin de prêt-à-porter situé 7, cours de la République.

Dans le même temps, la commission municipale a donné un avis défavorable au dossier suivant :

- Pauline LESTRADE, prothésiste ongulair installée 12, boulevard Pasteur. Le local professionnel de l'intéressée est situé en dehors du périmètre prévu par le règlement intérieur encadrant la mise en œuvre de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ De donner un avis favorable aux propositions suivantes :

- Gaëtan GENTIL, gérant d'un magasin d'informatique situé 12, cours de la République.
- Thomas VIDAL et Marion CANCEL, gérants d'une laverie automatique située 42, avenue Wilson.
- Grégory MAZARD, gérant d'un magasin de prêt-à-porter situé 7, cours de la République.

2/ De donner un avis défavorable au dossier suivant :

- Pauline LESTRADE, prothésiste ongulair installée 12, boulevard Pasteur, son local professionnel de l'intéressée étant situé en dehors du périmètre prévu par le règlement intérieur encadrant la mise en œuvre de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

3/ D'approuver le versement de la deuxième partie de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville aux commerces suivants (la première partie de l'aide a été approuvée par une délibération adoptée lors du conseil municipal du 28 mars 2022) :

- Philippe SIMON, traiteur implanté 1 bis avenue du maréchal Joffre.
- Stéphanie Yvonne DESJARDIN, gérante d'un salon de coiffure situé 13, rue Guynemer.

- Jordy RODRIGUEZ TOURNE-LAFONT, gérant d'une boucherie charcuterie située 18, cours de la République.

- Sylvain BOCCANFUSO, gérant d'un magasin d'optique situé 6 avenue Wilson.

4/ De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2023 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du budget principal 2023.

5/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18 heures.

M. FORCADA : La séance peut commencer. Nous allons procéder d'abord à la nomination du secrétaire de séance, Dominique JOLIS, qui va procéder à l'appel.

M. JOLIS : Merci. Membres en exercice : 33.

[Il est procédé à l'appel des présents.]

M. FORCADA : Parfait, le quorum est atteint, donc nous pouvons commencer.

Fonctionnement des institutions communales

-Délibération n° 2023-126 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 29 août 2023

M. FORCADA : Pour le premier point, nous avons l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 29 août 2023. Y a-t-il des remarques ou des observations ?
S'il n'y en a pas : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité sans observation**

-Délibération n° 2023-127 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Ensuite, concernant la liste des décisions du Maire, il y en a quatre. La première est la détermination de nom et de numérotage d'une voie privée. Il est décidé de solliciter les deux propriétaires. La deuxième est la convention de mise à disposition à titre gracieux au profit des Restos du cœur de Lézignan-Corbières, du local communal de la rue Necker, qui prendra effet à compter de sa date de signature, pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique. Pour la petite histoire, on n'a pas retrouvé de convention et les Restos du Cœur non plus, même en fouillant dans leurs archives de la commune du 1^{er} août 2003.

La troisième c'est la mise à disposition de locaux communaux au profit de l'Inspection académique. C'est l'école Daudet et c'est un renouvellement tacite.

La quatrième décision, c'est la convention d'honoraires avec Maître Jean-Marc FÉVRIER pour un problème hydraulique qui met en cause la mairie. Je prends attache d'un professionnel pour défendre nos intérêts. Il vous est demandé de prendre acte de la communication de ces informations.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal**

Prend acte sans observation des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation.

-Délibération n° 2023-128 – Désignation de représentants de la commune auprès du Centre de Gestion de l'Aude

Mme BÉNET : La présente délibération annule et remplace la délibération n° 2022-088 du 28 juin 2022. Créés par la loi 84-53 du 26 janvier 1984, les Centres de gestion de la fonction publique territoriale (CDGFPT) sont des Établissements publics administratifs qui visent à favoriser une application uniforme du statut de la fonction publique territoriale. Ils sont chargés de certaines missions en matière de recrutement et de gestion du personnel territorial. Ils organisent également les concours d'accès à la fonction publique territoriale et proposent des services aux collectivités territoriales.

L'article 15 de la loi du 26 janvier 1984 a fixé l'obligation d'affiliation à un centre de gestion pour les communes et leurs établissements publics employant moins de 350 fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet.

Considérant qu'il est nécessaire de désigner de nouveaux représentants de la commune auprès du CDGFPT de l'Aude afin d'assurer la bonne administration des affaires de la commune, il convient de procéder à une élection au scrutin de liste secret majoritaire – sauf décision unanime contraire de l'assemblée délibérante.

M. FORCADA : Nous avons des listes :

- Pour le groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » : Mme Christine BÉNET et Mme Bérengère LECEA
- Pour le groupe « Lézignanais de cœur » : M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET

Y a-t-il d'autres candidats pour la liste « Expériences et progrès » ? Non.

Donc je vous propose de voter à main levée. Qui est contre ? *[Personne]*. Donc, le vote se fera à main levée.

Qui vote pour la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ? Qui vote contre ? Merci.

Qui vote pour la liste « Lézignanais de cœur » ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Nous avons les résultats :

- Pour la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » : Mme Christine BÉNET (titulaire) et Mme Bérengère LECEA (suppléante) avec 19 voix pour, 6 voix contre et 6 abstentions.
- Pour la liste « Lézignanais de cœur » : 9 voix pour et 22 abstentions.

Je vous remercie.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil municipal

À la majorité par 19 voix pour ((M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN) ; 6 voix contre (M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET, M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan ») et 6 abstentions (M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD et Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette)

Désigne Mme Christine BÉNET et Mme Bérengère LÉCÉA comme représentantes de la commune auprès du Centre de Gestion de l'Aude

Finances

-Délibération n° 2023-129 – Décision modificative n° 1 – Budget principal

M. FORCADA : Décision modificative numéro 1. C'est la première de l'année. Cela porte sur un montant de 158 300 euros. Ce sont des ajustements qui sont faits. Pour les écritures d'ordre, le fonctionnement fait 156 200 euros et 2 100 euros pour les investissements en recettes et en dépenses. Vous avez le détail précis au dos qui vous donne toutes les écritures.

Le différentiel, qui est de 1 100 euros, concerne l'opération d'ordre correspondant à une matérialisation qui est prise en compte de la valeur vénale estimée par les domaines et le prix réel de l'acquisition d'une parcelle qui nous a été cédée pour l'euro symbolique. C'est juste une régularisation là aussi comptable. Vous avez des questions ou des observations ? Sinon, je passe au vote.

[Pas de question ni observation]

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget principal pour l'exercice 2023 s'établissant globalement à + **158 300,00 €** jointe en annexe de la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

-Délibération n° 2023-130 – Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024

M. FORCADA : La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente du secteur public local. Instauré le 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Cette nomenclature M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon l'instruction budgétaire et comptable M14 soit, pour la ville de Lézignan-Corbières, son budget principal. Les budgets annexes (Eau Potable et Assainissement) ne sont pas concernés par l'adoption du référentiel M57 et conservent leur propre nomenclature (M49).

Une généralisation de cette nomenclature M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024. Il est à noter que l'organisme « satellite » de la commune qu'est le CCAS appliquera également le référentiel M57 à la même date.

Compte tenu de la taille de la commune de Lézignan-Corbières (supérieure à 3 500 habitants), le référentiel adopté sera le référentiel M57 dans sa version développée. Cela signifie que cette modification de nomenclature comptable entraînera automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée puisqu'elle appartiendra à une autre nomenclature comptable. Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- 1/ D'autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget principal de la Ville de Lézignan-Corbières, avec un passage au référentiel M57 développé au 1^{er} janvier 2024 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 du budget principal.
- 2/ De m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Je peux comprendre que ce soit un peu abscons pour le client, mais c'est la norme qui évolue pour tout le monde et qui se dirige un petit peu plus vers la partie qui correspond aux bilans des entreprises.

Il n'y a pas de questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie, Mme JOLIS-PAILHIEZ s'il vous plaît.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ **D'autoriser** le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget principal de la Ville de Lézignan-Corbières, avec un passage au référentiel M57 développé au 1^{er} janvier 2024 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 du budget principal.
- 2/ **D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

-Délibération n° 2023-131 – Convention relative à la contribution de la commune aux charges de l'école Sainte-Thérèse – Annexe

Mme JOLIS-PAILHIEZ : L'école privée maternelle et primaire Sainte-Thérèse, sous contrat d'association avec l'État, est implantée à Lézignan-Corbières.

Conformément à la législation en vigueur et notamment la circulaire ministérielle n° 2012-05 du 15 février 2012, la commune doit apporter son soutien financier à l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (l'OGEC Sainte-Thérèse), association Loi 1901 responsable de la gestion économique, financière et sociale de l'école Sainte-Thérèse.

En effet, l'article R. 442-44 du Code de l'éducation dispose : « En ce qui concerne les classes élémentaires et préélémentaires, les communes de résidence sont tenues de prendre en charge, pour les élèves domiciliés sur leur territoire et dans les mêmes conditions que pour les classes correspondantes de l'enseignement public, les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'État ».

Un forfait de 470 euros par élève dont les parents résident à Lézignan-Corbières est versé actuellement tous les ans, sur production de la liste nominative des élèves avec l'adresse de leur domicile. Il est à souligner que le montant du forfait par élève n'a pas été revalorisé depuis plus de dix ans.

Les services administratifs ont calculé – à l'appui du compte administratif du budget principal 2022 – le coût de revient d'un élève en écoles maternelle et primaire, sur la base des dépenses obligatoires de fonctionnement et de personnel affectées aux écoles sur le temps scolaire.

Il est à noter que jusqu'à présent, le forfait versé ne faisait pas de distinction entre le coût d'un élève scolarisé en école maternelle et en école primaire, alors que le montant du premier est supérieur, compte tenu du fait que le personnel mis à disposition est plus important.

Les coûts annuels calculés sont les suivants :

- Pour un élève de maternelle : 953,78 euros
- Pour un élève de primaire : 491,52 euros

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ De prendre acte des coûts annuels suivants :

- Pour un élève de maternelle : 953,78 euros
- Pour un élève de primaire : 491,52 euros

2/ D'autoriser M. le Maire à conclure et signer avec l'OGEC Sainte-Thérèse la convention annexée à la présente, étant entendu que les coûts précédemment indiqués seront ceux utilisés pour déterminer la contribution financière de la commune aux charges de l'école Sainte-Thérèse, et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre en œuvre la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ? *[Pas de question]*

Précisions : à ce jour, sur la base du tarif qui est de 470 euros par élève, tous les élèves confondus, nous avons payé 61 570 euros pour les 131 élèves de Lézignan-Corbières. Il y en a 24 de l'extérieur, mais qui ne sont pas concernés. Ce qui fait qu'avec la revalorisation, nous allons verser un solde de 21 571,78 euros. Pour vous donner une comparaison avec des villes plus importantes – qui ont la même correspondance puisque la composition des classes est la même. À Carcassonne, pour les maternelles c'est 1 028 et pour les primaires c'est 501 euros. Je vous fais grâce des centimes bien sûr. Voilà pour l'information la plus complète possible.

Donc, je vous demande de m'autoriser à conclure avec l'OGEC le contrat et je vous demande : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ De prendre acte des coûts annuels suivants :

- Pour un élève de maternelle : 953,78 €
- Pour un élève de primaire : 491,52 €

2/ D'autoriser M. le Maire à conclure et signer avec l'OGEC Sainte-Thérèse la convention annexée à la présente, étant entendu que les coûts précédemment indiqués seront ceux utilisés pour déterminer la contribution financière de la commune aux charges de l'école Ste-Thérèse, et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre en œuvre la présente délibération.

Mme BÉNET pour la convention descendante.

Ressources humaines

-Délibération n° 2023-132 – Convention descendante de mise à disposition d'un agent coordonnateur de santé dans le cadre du contrat local de santé entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières

Mme BÉNET : En annexe, on vous a mis l'annexe qui a été envoyée à la préfecture le 21 septembre par rapport au Conseil communautaire du 20 septembre. C'est pour cela que cela a changé.

Dans le cadre du contrat local de santé signé entre l'ARS et la CCRLCM, la signature d'une convention entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières est proposée. Le CLS a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales en agissant sur les facteurs déterminants de santé. Il est projeté la mise à disposition d'un agent coordonnateur de santé à la commune de Lézignan-Corbières par la CCRLCM, dans la mesure où cette mise à disposition permet une bonne organisation des services. Cette mise à disposition faciliterait la bonne organisation des services eu égard à la réalisation du CLS.

Ainsi, l'objet de la convention proposée est de permettre à cet agent d'œuvrer au sein de la commune de Lézignan-Corbières pour accomplir les missions suivantes :

- Mise en œuvre d'actions pour la prévention et la promotion de la santé sur le territoire communal
- Animation du CLS pour le compte de la commune

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver la convention annexée à la présente ;
- 2/ D'autoriser M. le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les mesures nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

M. FORCADA : Vous avez des remarques ou des observations ? *[Pas d'intervention]*

On va essayer de travailler sur le domaine de la santé puisqu'on a demandé depuis longtemps à l'ARS la création de ce poste, de concert avec l'intercommunalité qui a la compétence pour la désertification. Nous pensons que c'est une grande utilité d'avoir un peu plus de forces qui s'engagent dans ce domaine-là, avec l'espoir d'avoir une couverture qui corresponde beaucoup mieux à notre territoire. Françoise BAROUSSE nous a alertés depuis..., enfin pour nous depuis trois ans. À l'époque, elle nous donnait trois ans de réflexion avant d'être dans le chaos complet. Ce n'est pas le chaos mais si nous n'avons plus de médecin, ce sera ça. Donc espérons que ce professionnel recruté par la communauté de communes, que nous partageons à 50/50 en termes de travail, pourra travailler avec nous sur la partie hospitalière et sur la partie santé du territoire pour l'organisation et aussi sa densification. Donc si vous n'avez pas de questions particulières, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ **D'approuver** la convention annexée à la présente ;
- 2/ **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que toute mesure nécessaire à la réalisation de la présente délibération.

-Délibération n° 2023-133 – Convention descendante de mise à disposition d'un agent du pôle de la commande publique entre la CCRLCM et la commune de Lézignan-Corbières – Annexe

Mme BÉNET : Il est projeté la mise à disposition d'un agent du pôle de la commande publique de la CCRLCM au profit de la commune de Lézignan-Corbières. En effet, dans l'attente de la prise de poste de l'agent en charge de la gestion des marchés publics qui sera effective le 2 novembre 2023, il est nécessaire de faire appel à une personne du pôle de commande publique de la CCRLCM.

Ainsi, l'objet de la convention proposée en annexe est de permettre à cet agent d'œuvrer au sein de la commune de Lézignan-Corbières pour accomplir la mission principale de gestion des marchés publics à partir de la date de signature de la convention annexée et jusqu'au 10 novembre 2023.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver la convention annexée à la présente ;
- 2/ D'autoriser M. le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les mesures nécessaires de la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Avez-vous des remarques ou des observations ? C'est une aide que nous apporte la Communauté de Communes et je remercie le Président bien sûr, c'est évident, pour que nous puissions continuer à fonctionner et à passer les marchés. C'est une personne qu'on connaissait déjà parce qu'elle travaillait à la mairie de Lézignan-Corbières il y a quelque temps. C'est une aide précieuse. Je passe au vote si vous voulez bien. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de sa rapporteure,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ **D'approuver** la convention annexée à la présente ;
- 2/ **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Gestion du domaine foncier communal

-Délibération n° 2023-134 – Cession à titre gratuit d'un terrain communal à la CCRLCM pour l'établissement d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire – Annexe

Mme BÉNET : Je vous fais grâce des articles. La Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières et Minervois (CCRLCM) a fait part à la commune de Lézignan-Corbières de son souhait de pouvoir disposer de la parcelle cadastrée AL 779 afin d'y établir une Maison de Santé Interdisciplinaire.

L'article L. 3112-1 du CGPPP prévoit la possibilité pour les personnes publiques de céder à l'amiable les biens relevant de leur domaine public lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert.

Afin de mener à bien l'exercice de la compétence santé qui relève de la CCRLCM, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette cession à l'amiable à titre gratuit.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver la cession à titre gratuit de la parcelle AL 779 à la CCRLCM.
- 2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci, cela va toujours dans le sens de la santé. C'était un choix indispensable, on en parlait largement en bureau et en conseil intercommunal qu'on arrive à structurer l'accueil puisque les jeunes médecins aujourd'hui, et tous les professionnels de santé n'ont pas le parcours qu'ont pu faire les plus anciens - je prends à témoin Rémy PENAVAIRE. Aujourd'hui, ils veulent avoir un autre confort, un autre cadre de fonctionnement et surtout – puisque son nom l'indique « pluridisciplinaire » – d'avoir d'autres fonctions autour d'eux. Je crois pertinent que le terrain que j'ai proposé à la communauté de communes corresponde à ces souhaits, puisqu'on va lier et compléter la partie déjà privée qui existe au sein de l'hôpital, par la radio et le scanner qui sont dans le bâtiment de l'hôpital, on va compléter cette partie libérale par une Maison Pluridisciplinaire. J'espère qu'il y aura un grand succès avec notre CLS pour attirer vers une structure de ce type-là où les professionnels pourront passer du privé au public aussi, si c'est leur vocation. J'espère que cela pourra nous aider, en tous cas, à améliorer un peu plus sur le territoire et à intensifier l'accueil santé.

Si vous n'avez pas de questions ou d'observations, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de sa rapporteure,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ **D'approuver** la cession à titre gratuit de la parcelle AL 779 à la CCRLCM.
- 2/ **D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

-Délibération n° 2023-135 – Cession de la résidence « Les Aubépines » — Annexe

M. FORCADA : En mai 1995, la commune de Lézignan-Corbières a donné à bail à construction pour une durée de 30 ans, la parcelle cadastrée section AL N° 225 d'une contenance de 4 103 m² à la Société d'Économie Mixte Immobilière de Construction de l'Aude (SEMICA) dont le siège social était implanté 7, boulevard Camille-Pelletan à Carcassonne. En plus d'un loyer annuel non révisable de 3 600 francs (549 euros), charge a été donnée au preneur de construire 7 logements de type T4 et 8 logements de type T3 avec garage, voies de circulation, clôtures et autres aménagements. Moyennant la perception des loyers des logements, le preneur devait assumer, pendant toute la durée du bail, l'ensemble des dépenses inhérentes au propriétaire.

En janvier 1998, la SEMICA a cédé tous les droits résultant du bail à construction à l'Office Public d'HLM de l'Aude devenu HABITAT AUDOIS dont le siège social est implanté 1, place Saint-Etienne à Carcassonne.

Par un courrier du 18 avril 2023, HABITAT AUDOIS a proposé d'acquérir dès à présent les 15 logements et garages au prix de 800 000 €, conformément à l'estimation des Domaines faite dans l'avis rendu le 8 août 2022.

Il est précisé que les parties communes resteront la propriété de la commune qui en assumera l'entretien après cession des immeubles.

Considérant le fait que la gestion actuelle des 15 logements est assurée par le bailleur social HABITAT AUDOIS ;

Considérant la proposition d'achat d'HABITAT AUDOIS correspondant à l'estimation des Domaines, il est proposé au conseil municipal :

1/ De m'autoriser à :

- Signer l'acte authentique de cession à HABITAT AUDOIS de l'ensemble immobilier constitué des 15 logements avec garages, bâti sur la parcelle section AL N° 225 au prix de 800 000 € (huit cent mille euros) ;
- Signer le nouveau découpage cadastral qui sera établi par un géomètre expert nommé par le preneur afin de détacher les logements des espaces communs extérieurs.

2/ De mettre à la charge de l'acquéreur les frais de mutation et de division cadastrales, étant précisé que les diagnostics avant-ventes restent à la charge de la commune.

3/ De Dire que la transaction avec HABITAT AUDOIS devra être réalisée dans un délai de 12 mois à compter de la publication de la présente délibération, délai au-delà duquel celle-ci sera considérée comme caduque.

Il convient d'en délibérer.

Vous avez des questions ou des précisions à obtenir en plus des éléments que vous avez dans le dossier ?

Vous avez la lettre d'HABITAT AUDOIS qui indique les loyers qu'ils perçoivent, les charges et les travaux qui sont à réaliser, avec l'estimation qu'ils ont faite en 2020 pour une stratégie prévue jusqu'en 2025 de 410 000 euros hors taxes. Je pense qu'il va falloir qu'ils revoient certainement la facture.

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer l'acte authentique de cession à HABITAT AUDOIS de l'ensemble immobilier constitué des 15 logements avec garages, bâti sur la parcelle section AL N° 225 au prix de 800 000 € (huit cent mille euros) ;
- Signer le nouveau découpage cadastral qui sera établi par un géomètre expert nommé par le preneur afin de détacher les logements des espaces communs extérieurs.

2/ De mettre à la charge de l'acquéreur les frais de mutation et de division cadastrales, étant précisé que les diagnostics avant-ventes restent à la charge de la commune.

3/ De Dire que la transaction avec HABITAT AUDOIS devra être réalisée dans un délai de 12 mois à compter de la publication de la présente délibération, délai au-delà duquel celle-ci sera considérée comme caduque.

M. FORCADA : M. Guy VIVÈS : Convention de servitude.

-Délibération n° 2023-136 – Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée E 2012 Rue de la plaine – Annexe

M. VIVÈS : Vous avez une annexe avec le détail de la convention, y compris un plan de situation. Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS projette de mettre en place deux câbles souterrains cheminant sous la parcelle cadastrée section E 2012 dont la commune est propriétaire, et alimentée via une remontée aéro-souterraine sur un support en béton déjà existant sur cette parcelle.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ENEDIS à réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ **D'approuver** la convention de servitude annexée à la présente délibération.

2/ **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

-Délibération n° 2023-137 – Désaffectation d'une portion de parcelle communale AW 116 pl (parking et voirie) – Annexe

M. FORCADA : Nous avons ensuite une trilogie. Je commence par vous lire la première.

La société ÉLIDIS souhaite acquérir une partie de la parcelle cadastrée AW 116 telle qu'elle apparaît sur le document annexé à la proposition. Elle est propriété de la commune de Lézignan-Corbières, a fait l'objet jusqu'à présent d'une gestion de la part de la CCRLCM dans le cadre de la compétence transférée au titre des Zones d'Activités Économiques (ZAE).

En effet, selon l'article L. 1321-2 du CGCT « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ». Ainsi, et conformément à l'article L. 1321-2 du

CGCT, la communauté de communes bénéficiaire de la mise à disposition de ce terrain, a assumé l'ensemble des obligations du propriétaire et a possédé tous les pouvoirs de gestion.

Néanmoins, l'article L. 1321-3 du CGCT dispose que les biens mis à disposition de plein droit cessent de l'être lorsqu'ils ne sont plus affectés à l'exercice de la compétence transférée. Dans ce cas, la collectivité d'origine recouvre la pleine et entière propriété de ces biens.

Donc par délibération du 20 septembre 2023, et afin de faciliter la procédure de cession de la parcelle par la commune à la société ÉLIDIS, la CCRLCM a approuvé la désaffectation de la partie du terrain AW 116 (portion voirie et parking) dans la mesure où cette portion de terrain n'est plus essentielle au transfert de compétence ZAE. Cette délibération communautaire implique le retour complet dans le patrimoine foncier communal de cette portion de terrain. Par conséquent, la commune de Lézignan-Corbières récupère la gestion de cette fraction de parcelle, laquelle relève de son domaine public routier.

Ainsi, et afin de pouvoir procéder à la cession de la parcelle concernée au profit de la société ELIDIS, il est nécessaire dans un premier temps, que le Conseil municipal constate la désaffectation de cette portion de la parcelle AW 116 p1, consistant en une zone de parking et de voirie. Donc il vous est proposé :

- 1/ D'entériner le retour d'une portion de la parcelle AW 116, zone parking et voirie, dans le domaine public routier communal, à la suite de la délibération n° 2023-149 du 20 septembre 2023 du Conseil communautaire.
- 2/ De constater que l'utilisation qui en est faite actuellement implique que cette portion de parcelle ne relève plus du domaine public routier de la commune.
- 3/ De procéder à la désaffectation de la parcelle AW 116 p1, zone parking et voirie.
- 4/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

C'était la première étape. Vous avez des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ D'entériner** le retour d'une portion de la parcelle AW 116, zone parking et voirie, dans le domaine public routier communal, à la suite de la délibération n°2023-149 du 20 septembre 2023 du Conseil communautaire de la CCRLCM.
- 2/ De constater** que l'utilisation qui en est faite actuellement implique que cette portion de parcelle ne relève plus du domaine public routier de la commune.
- 3/ De procéder** à la désaffectation de la parcelle AW116 p1, zone parking et voirie.
- 4/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

-Délibération n° 2023-138 – Déclassement du domaine public d'une portion de parcelle communale AW 116 pl (parking et voirie) – Annexe

M. FORCADA : La deuxième étape concerne toujours pour la même parcelle. Cette parcelle a été désaffectée du domaine public communal par la délibération précédente. Il a lieu de prononcer son déclassement du domaine public et de la réintégrer dans le domaine privé de la commune. Je vous demande de prononcer le déclassement de cette parcelle dans sa portion parking et voirie telle qu'elle

apparaît sur le plan annexé à la présente et de la réintégrer dans le domaine privé communal et de m'autoriser à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.
Pas de questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ De prononcer le déclassement de la parcelle AW 116 p1, dans sa portion parking et voirie, telle qu'elle apparaît sur le plan annexé à la présente, et de la réintégrer dans le domaine privé communal.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

- Délibération n° 2023-139 – Cession d'une partie de terrain communal à la société ELIDIS – AW 116 pl – Annexe

M. FORCADA : La troisième étape concerne la cession d'une partie du terrain communal à la société ÉLIDIS.

Les sociétés ÉLIDIS et SOPRODIS dont le siège social, le site de production et l'unité de stockage sont implantés sur une unité foncière de la Zone d'Activités Économiques RD 6113 (parcelles cadastrées section AW N° 89, 90, 93, 96, 98 et 115) ont fait connaître leur besoin d'extension de leur site lézignanais pour répondre à leurs perspectives de croissance. Elles ont pour cela fait part aux services municipaux de leur souhait d'acquérir une partie de la parcelle AW 116, constituée de la portion « voirie et parking », et de la portion « espaces verts » tel qu'indiqué sur le plan annexé.

À cette fin, une procédure de Déclaration Préalable de division en vue de construire a déjà fait l'objet d'une décision de non-opposition. D'autre part, le service des Domaines a été consulté et a estimé la valeur de cette portion de terrain à 50 000 euros (cinquante mille euros).

Les portions de la parcelle AW 116 concernées font partie du domaine privé de la commune puisque :

-La portion espaces verts de la parcelle AW 116 p1 n'était pas affectée à la compétence ZAE de la communauté de communes ou à une autre mission de service public.

-La portion parking et voirie de la parcelle AW 116 p1 a été désaffectée et déclassée du domaine public.

Ainsi, afin de procéder à la cession de cette partie de terrain communal, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la cession à la société ÉLIDIS d'une parcelle d'environ 1 686 m², détachée de la parcelle cadastrée AW 116, au prix de 30 euros par m² soit au prix total de 50 580,00 euros (cinquante mille cinq cent quatre-vingts euros). L'estimation des Domaines étant de 50 000 euros.

2/ D'autoriser M. le Maire à saisir un géomètre expert afin de procéder au plan de bornage du terrain.

3/ De préciser que les frais de mutation liés à cette cession seront à la charge de l'acquéreur.

4/ De m'autoriser à signer l'acte de vente et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pas de questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la cession à la société ÉLIDIS d'une parcelle d'environ 1 686 m², détachée de la parcelle cadastrée AW 116, au prix de 30 euros par m² soit au prix total de 50 580,00 euros (cinquante mille cinq cent quatre-vingt euros).

2/ D'autoriser M. le Maire à saisir un géomètre expert afin de procéder au plan de bornage du terrain.

3/ De préciser que les frais de mutation liés à cette cession seront à la charge de l'acquéreur.

4/ D'autoriser M. le Maire à signer l'acte de vente et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

- Délibération n° 2023-140 – Convention de mise à disposition temporaire de terrains communaux au profit du tennis club de Lézignan-Corbières – Annexe

M. VIVÈS : Vous avez une annexe détaillée avec un plan de situation.

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles N. 2122-1 à en 2122-4 et R. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Le tennis club de Lézignan-Corbières a formulé auprès de la municipalité en date du 28 août 2023, la demande de pouvoir utiliser les terrains communaux cadastrés section AP numéro 11 tels que décrits sur le plan annexé au projet de convention, afin de pouvoir utiliser le complexe sportif qui y est établi. Les activités sportives développées par le tennis club de Lézignan, association sportive à vue non lucrative, sont de nature à permettre aux citoyens de Lézignan et leurs visiteurs de pratiquer le tennis et le padel.

Considérant le fait que ces activités relèvent de l'intérêt général, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de mise à disposition des terrains municipaux annexés à la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : Il faut préciser que cette convention permet de régulariser la situation. Je vous propose qu'elle soit portée pour une durée de trois ans, renouvelable une fois, ce qui fera six ans. Cela permet d'avoir une vision sur les activités de développement de cette belle association qui se développe très favorablement, notamment grâce au padel qui a été créé. Les deux premiers courts sont de notre responsabilité et le troisième se fait avec une partie importante du budget participatif. Il y a aussi un bon coup de main de la communauté de communes. C'est à souligner. Nous accompagnons les clubs qui s'investissent et qui ont un renouvellement de leur intérêt de la part de leurs adhérents puisqu'ils ont quasiment doublé leur effectif. C'est une bonne chose.

Si vous avez des questions ? Sinon on passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ D'approuver** la convention de mise à disposition des terrains municipaux annexée à la présente délibération.
- 2/ D'autoriser** M. le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et de prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : M. COMBES William, pour la signature du contrat « Bourg-Centre ».

Aménagement du territoire

M. COMBES : Bonsoir.

- Délibération n° 2023-141 – Signature d'un contrat « Bourg-Centre » avec la région Occitanie, le PNR « Corbières-Fenouillèdes » et la CCRLCM

La politique contractuelle territoriale conduite actuellement par la Région Occitanie a pour objectif d'accompagner chaque territoire au regard de sa spécificité, afin que chacun d'eux participe aux dynamiques régionales et s'inscrive dans la mise en œuvre des transitions et de la transformation de notre modèle de développement, des dynamiques impulsées par le « Pacte vert ».

Dès 2017, dans le cadre de la nouvelle politique régionale territoriale d'Occitanie, la Région a voulu porter une attention particulière aux petites villes et bourgs-centres dans les zones rurales ou périurbaines qui jouent un rôle essentiel de centralité et d'attractivité au sein de leur bassin de vie, et constituent des points d'ancrage pour le rééquilibrage territorial. En effet, ces dernières doivent pouvoir offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des populations existantes et nouvelles dans les domaines des services aux publics, de la création d'emplois, de l'habitat, de la petite enfance, de la santé, de l'accès aux commerces, des équipements culturels, sportifs, de loisirs...

C'est ainsi que près de 450 contrats « Bourgs-Centres » Occitanie ont été conclus entre 2018 et 2021. Sur la base de l'expérience acquise lors de la première génération des Contrats Territoriaux Occitanie et Contrats « Bourgs-Centres » Occitanie, lors de ses Assemblées Plénières des 25 mars et 16 décembre 2021, la Région a adopté les principes d'une politique territoriale 2022-2028 visant à impulser et accélérer l'engagement des territoires vers une région plus inclusive et à énergie positive et répondre ainsi aux enjeux prioritaires identifiés par le pacte vert Occitanie, fondement des politiques publiques régionales, qui repose sur trois piliers :

- Le premier : La promotion d'un nouveau modèle de développement, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, conciliant excellence et soutenabilité ;
- Le deuxième : le rééquilibrage territorial ;
- Et le troisième : l'adaptation et la résilience face aux impacts du changement climatique.

En cohérence avec les priorités d'aménagement portées dans le projet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires – SRADDET Occitanie 2040 et les mesures de transformation définies par le PACTE VERT, la Région souhaite mettre en œuvre une nouvelle génération de la politique contractuelle territoriale qui a vocation à traduire, au niveau

de chaque Territoire de Projet, une ambition collective, celle de faire évoluer notre société vers un modèle plus juste et plus durable.

Dans ce nouveau cadre, la dynamique des Contrats « Bourgs-Centres » est poursuivie et approfondie pour la période 2022-2028.

Le partenariat qui a été mis en place lors de la précédente génération de Contrats « Bourgs-Centres » Occitanie, notamment avec les services de l'État, l'Établissement Public Foncier Occitanie, les CAUE d'Occitanie et tout autre partenaire souhaitant s'associer à la démarche, sera poursuivi et renforcé.

Le présent Contrat « Bourg-Centre » Occitanie proposé à l'approbation du Conseil municipal de Lézignan-Corbières, a pour but d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois (CCRLCM), le PNR Corbières-Fenouillèdes, animateur du CTO et la commune de Lézignan-Corbières.

Il permet d'organiser dans le cas d'une communauté de communes entre l'ensemble des communes Bourgs-Centres mitoyennes (contrats existants ou à venir) la mutualisation des fonctions de centralité et d'attractivité au profit du bassin de vie. Il a également pour objectifs d'agir pour soutenir les fonctions de centralité et l'attractivité de la commune de Lézignan-Corbières, ainsi que la qualité du cadre de vie des habitants, notamment dans les domaines suivants :

- La structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité.
- L'amélioration des conditions d'accès à la santé publique pour tous.
- Le développement de l'économie et de l'emploi.
- La qualification du cadre de vie : qualification des espaces publics et de l'habitat.
- La valorisation des spécificités locales : patrimoine naturel /architectural /culturel.

Le présent contrat a *in fine* pour vocation à s'inscrire en complémentarité avec le programme « Petites Villes de Demain » initié par l'État mais aussi de s'inscrire en cohérence avec le Contrat Territorial Occitanie de Corbières-Salanque, Fenouillèdes, Minervois dont il est un sous-ensemble. Par ailleurs, lorsqu'ils concernent des communes Bourgs Centres mitoyennes, tous les contrats « Bourgs-Centres » doivent faire l'objet d'une démarche coordonnée, tant en termes de contractualisation (avenant ou nouveau contrat) que d'approche programmatique (programme pluriannuel de contrat « Bourg-Centre » et programme opérationnel annuel de Contrat Territorial Occitanie).

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat « Bourg-Centre » avec le Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, le Parc Naturel Régional Corbières Fenouillèdes et la CCRLCM.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Une étape encore à franchir. Est-ce que vous avez des questions ? Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous en remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer le contrat « Bourg-centre » avec le Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, le Parc Naturel Régional Corbières Fenouillèdes et la CCRLCM.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Michel MASUYER.

Gestion des services publics

M. MASUYER : Oui, bonjour.

- Délibération n° 2023-142 – Rapport sur le prix et la qualité du service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2022 – Annexe

Vu les différents articles du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 131-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis du CCSPL et du CCFDSP ;

En vertu de l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales, tout service en charge de tout ou partie des missions de l'eau potable ou de l'assainissement doit soumettre pour avis à l'assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service (RPQS).

En effet, ce document a pour objectif de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Afin de répondre aux exigences de transparence envers les usagers, ce RPQS doit retracer les indicateurs techniques et financiers regroupés suivant les thèmes ci-dessous : caractérisation technique du service, tarification de l'eau et recettes du service, indicateur de performance, financement des investissements, actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

La commune de Lézignan-Corbières étant une collectivité délégante sur son territoire pour l'eau potable (production et distribution) et l'assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement), un seul RPQS est présenté pour ces deux compétences, conformément aux dispositions de l'article D. 2224-2 du CGCT. Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif pour l'exercice 2022, annexé à la présente.

2/ De mettre à la disposition du public ce rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement dans les conditions prévues par l'article L. 1411-13 du Code général des collectivités territoriales.

3/ D'autoriser sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article L. 131-9 du Code de l'environnement.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif pour l'exercice 2022 annexé à la présente.

2/ De mettre à la disposition du public ce rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement dans les conditions prévues par l'article L. 1411-13 du Code général des collectivités territoriales.

3/ D'autoriser sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article L. 131-9 du Code de l'environnement.

M. FORCADA : Michel pour la suite.

- Délibération n° 2023-143 – Rapports annuels des délégataires du service public de l'Eau potable (VÉOLIA) et de l'Assainissement (SAUR) pour l'exercice 2022 – Annexes

M. MASUYER : Vu les différents articles du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les Rapports annuels 2022 des délégataires pour le service public d'eau potable (VÉOLIA) et pour le service public d'assainissement (Saur) ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

L'article L. 1411-3 du CGCT prévoit que le délégataire d'un service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public ainsi qu'une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Considérant que ces rapports ont pour vocation d'apporter aux élus et aux administrés des informations utiles sur les services publics concernés, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

1/ Prendre acte de la présentation du Rapport Annuel du Délégué du service de l'eau, par le délégataire VÉOLIA, ainsi que du Rapport Annuel du service de l'assainissement par le Délégué Saur pour l'exercice 2022.

2/ Autoriser M. le Maire à signer et à exécuter tous les documents relatifs à ce dossier et à en assurer la diffusion auprès des autorités compétentes et du public.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Avez-vous des remarques ? Vous avez pris acte de la présentation du rapport. Je demande d'autoriser le Maire.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ De prendre acte de la présentation du Rapport Annuel du Délégué du service de l'eau, par le délégataire Véolia ainsi que du Rapport Annuel du service de l'assainissement par le Délégué Saur pour l'exercice 2022.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer et exécuter tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer la diffusion auprès des autorités compétentes et du public.

Économie et commerce de proximité

-Délibération n° 2023-144 – Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Mme DANRÉ : Bonsoir. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 8 septembre 2023 a donné un avis favorable aux dossiers suivants :

- Gaëtan GENTIL, gérant d'un magasin d'informatique situé 12, Cours de la République.
- Thomas VIDAL et Marion CANCEL, gérants d'une laverie automatique située 42, avenue Wilson.
- Grégory MAZARD, gérant d'un magasin de prêt-à-porter situé 7, Cours de la République.

Dans le même temps, la commission municipale a donné un avis défavorable aux dossiers suivant :

- Pauline LESTRADE, prothésiste ongulair installée 12, boulevard Pasteur. Le local professionnel de l'intéressée est situé en dehors du périmètre prévu par le règlement intérieur encadrant la mise en œuvre de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De donner un avis favorable aux propositions suivantes :

- Gaëtan GENTIL, gérant d'un magasin d'informatique situé 12, cours de la République.
- Thomas VIDAL et Marion CANCEL, gérants de la laverie automatique située 42, avenue Wilson.
- Grégory MAZARD, gérant d'un magasin de prêt-à-porter situé 17, cours de la République.

2/ De donner un avis défavorable au dossier suivant :

- Pauline LESTRADE, prothésiste ongulair installée 12, boulevard Pasteur, son local professionnel n'étant pas dans le périmètre prévu par le règlement intérieur

3/ D'approuver le versement de la deuxième partie de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville aux commerces suivants (la première partie de l'aide a été approuvée par une délibération adoptée lors du conseil municipal du 28 mars 2022) :

- Philippe SIMON, traiteur implanté 1 bis, avenue du Maréchal Joffre.
- Stéphanie Yvonne DESJARDIN, gérante du salon de coiffure situé 13, rue Guynemer.
- Jordy RODRIGUEZ TOURNE-LAFONT, gérant d'une boucherie-charcuterie située 18, cours de la République.
- Sylvain BOCCANFUSO, gérant d'un magasin d'optique situé 6 avenue Wilson

4/ De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2023 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du budget principal 2023.

5/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Vous avez des remarques ou des observations ? *[Pas d'intervention]*
Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de sa rapporteure,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité les propositions de la commission municipale**

M. FORCADA : Le Conseil municipal a terminé ses délibérations. Si vous n'avez pas de questions particulières, je lève la séance. Je vous remercie toutes et tous. Je vous souhaite une bonne soirée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures et 11 minutes.

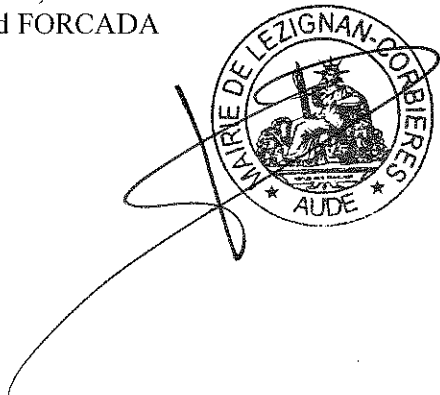
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

Procès-verbal établi et clos le 13 novembre 2023.

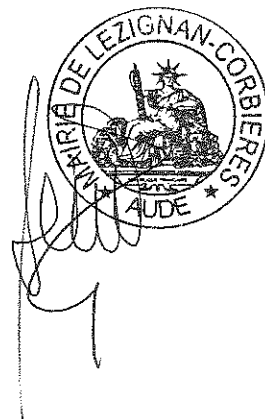
Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières in the Aude department. The seal features a central emblem with a castle and a sun, surrounded by the text "MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES" and "AUDE". A large, stylized signature of Gérard Forcada is written over the seal.

La secrétaire de séance,
Christine BÉNET

The image shows the same circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières in the Aude department. A signature of Christine Bénet is written over the seal.